

Rail

GRÈVE MAJORITAIRE À TRANSDEV (TRSI) CONTRE LE DUMPING SOCIAL!

Début novembre, un important mouvement de grève a eu lieu à Transdev Rail Sud Inter-Métropoles (TRSI), le nouvel opérateur de la ligne TER Marseille-Nice. Depuis le lancement de l'exploitation par TRSI – le 30 juin 2025 –, les cheminot-e-s font beaucoup d'efforts pour maintenir le service en dépit d'une organisation désastreuse : manque d'effectifs, de formations, absence de plannings, ultra-polyvalence généralisée, sous-qualification de postes, dépassements d'horaires, heures supplémentaires non payées, management toxique... C'est un véritable cauchemar !

Dès le mois de juillet le syndicat SUD-Rail a alerté la Direction de TRSI sur cette situation cauchemardesque, et en octobre, suite à de nombreuses tournées syndicales, une alarme sociale et un préavis de grève ont été déposés. Le 6 novembre, à peine un train sur deux circulait.

Convaincus que la privatisation éteindrait toute revendication sur les salaires et conditions de travail, le Conseil régional PACA et la Direction de TRSI ont dû prendre la mesure de ce mouvement de grève.

Les cheminots de TRSI ont gagné des avancées (augmentation des salaires de 5 % pour les conducteurs débutants, des négociations dès le lendemain des élections professionnelles des 25-27 novembre, prime de localisation à Nice...) mais elles sont bien sûr insuffisantes face à la régression sociale mise en œuvre dans cet Appel d'Offres.

Mais autre chose a été gagné lors de ce premier conflit social : les cheminot-e-s de TRSI se sont fait entendre et respecter et ce n'est que le début ! Parce qu'ils et elles ont désormais acquis la conviction que l'action collective et le rapport de force peuvent améliorer leur quotidien et combattre le dumping social au sein de la Branche ferroviaire. Et SUD-Rail continuera de mettre son outil syndical à disposition de celles et ceux qui veulent mener des luttes dans tout le secteur ferroviaire.

NDLR : Lors des élections CSE qui se sont déroulées les 25 et 26 novembre SUD Rail est devenu premier syndicat de l'entreprise avec 49,06 % des voix.

Logistique

La lutte paye !

Les camarades de la nouvelle section syndicale UST de la société STG logistique à Communay, qui gère l'approvisionnement en fruits et légumes d'Auchan, ont organisé avec la CGT une grève surprise et presque totale (23 grévistes sur 25). Notamment face à leur employeur qui essayait de leur imposer la perte d'avantages issus de précédents accords (représentant près de 350 euros par salariée), et pour l'augmentation de leur taux horaire. En grève de 9 h à 15 h et avec un piquet/barbecue où le passage de plusieurs camarades Sud/Solidaires en soutien a été très apprécié, ils ont obtenu 90 % de leurs revendications ! C'était la première grève dans cette société depuis 15 ans et une belle première victoire.

Poste

Loire-Atlantique : Des embauches gagnées après une semaine de grève !

Les collègues des sites postaux de Bouaye et Bouguenais ont commencé la grève le mardi 30 septembre 2025.

Les revendications étaient :

- contre la fermeture du site de Bouaye et son déménagement pour une partie des collègues sur le site de Bouguenais et pour une autre partie sur le site de Ste Pazanne. Les collègues déménageant sur Bouguenais considérant que la récupération de la totalité du trafic colis nécessitait plus de place sur le site d'accueil, Bouguenais. De plus, la récupération du trafic impacte l'agence colis poste des Sorinières, les collègues ayant perdu ces secteurs de distribution.
- pour une négociation autour du projet de réorganisation (productivité, secteurs, intégration charge colis). Le mouvement a duré 8 jours, les collègues ont repris le travail le mercredi 8 octobre. L'abandon du déménagement a échoué mais la lutte a permis d'obtenir du personnel en renfort à la mise en place de la réorganisation soit 9 recrutements et quelques personnels en renfort déjà présents sur l'établissement. Quelques collègues ont également été embauchés en CDI sur le site de Bouguenais. Si cette décision a été prise par la direction en amont de la grève, ces embauches pérennes ont permis de renforcer les équipes de manière solide. La direction s'est également engagée à revoir le découpage des tournées, selon les propositions des collègues. Une tournée supplémentaire devrait voir le jour dans les prochaines semaines. La lutte a également permis l'abondement du volet financier.



Ce mouvement a été assez novateur. En effet puisque deux sites étaient unis dans cette grève, les piquets ont été à la fois devant le site de Bouaye et devant le site de Bouguenais. Les grévistes sont allés à la rencontre des collègues de Ste Pazanne puis de la population en menant une action sur le marché. Les grévistes sont également allés chercher des négociations directement depuis le CSE grâce au soutien des élu.es SUD et CGT. La presse locale a largement couvert l'événement et les grévistes ont reçu le soutien de la mairie de Bouaye du début à la fin.

Après un mois de mise en place difficile, la direction a concédé à reconnaître implicitement que la fusion des deux sites pouvait mettre

en danger la santé physique et mentale des agent.es. Quatre accidents du travail ont eu lieu depuis le 8 octobre. Depuis le début de la peak period, cent cinquante colis restent sur le site principal de l'établissement aux Sorinières générant trois embauches. De plus, les pressions et les menaces sont courantes, notamment lorsque la direction a tenté d'antidater les avenants aux contrats de travail qui n'ont été soumis à la signature que le 10 octobre. Nous avons porté le sujet au CSE. Grâce au PV d'instance nous espérons apporter une protection supplémentaire à nos collègues.

Santé au travail : on ne lâche rien !

Centres d'appel UNE GRANDE ENQUÊTE SUR LA SANTÉ AU TRAVAIL

Lors du vote de la loi contre les appels sortants émis par les centres d'appels, un député a expliqué à l'assemblée nationale que « des dizaines de milliers de salariés, principalement des femmes et des jeunes subissent un environnement de travail oppressant et précaire. La cadence infernale - jusqu'à des centaines d'appels par jour -, la surveillance permanente, les objectifs inatteignables et le caractère inadapté des postes de travail sont autant de facteurs de stress d'épuisement nerveux et de troubles musculosquelettiques » puis à ajouter « Cette réalité accroît l'insécurité de l'emploi, avec un turnover très élevé et des salaires qui dépassent à peine le smic. Les risques psycho-sociaux sont connus et documentés » et enfin a conclu sur « Face à ce constat alarmant, il est impératif d'évaluer précisément la pénibilité de ces métiers et les facteurs de risques professionnels, y compris psycho-sociaux, qui y sont associés ».

Si nous pouvons nous reconnaître dans l'analyse, nous ne comptions évidemment pas sur les politiques pour faire l'évaluation de quoi que ce soit ! Nous avons donc décidé de lancer une enquête sur la santé au travail dans les centres d'appels puisque nous en avions réalisé en 2009 et 2013. Pour réussir une telle enquête, nous nous sommes d'abord interrogés sur les objectifs qui permettrait de donner de la valeur à ce travail de terrain.

Malheureusement, il est difficile d'établir précisément le nombre de salarié-es du secteur puisque chaque jour leur nombre change vu le fort taux de turn over. A cela s'ajoute la complexité de la tâche de s'adresser à des salarié-es rarement présent en même temps entre les absences, les congés, le télétravail ou les horaires du soir... Nous avons donc fait le choix de couvrir le plus grand nombre de sites de production pour diversifier les réponses entre petite et grande entreprise, multinationales, TPE ou SCOP...

Nous avons construit un questionnaire en partant de ce que nous avions réalisé et en y incluant par exemple la question du télétravail ou l'IA. Parallèlement à cela, les négociations de branche nous ont incité à multiplier l'enquête sur plusieurs secteurs comme les hôtesses d'accueil, le coworking, le recouvrement ou les centres de back-office. Ce qui nous a amené à multiplier les rencontres devant les entreprises...

À ce jour dans les centres d'appels, nous approchons les 3000 réponses (entre 5 et 10% des salarié-es du secteur de la sous-traitance) issues de plus 120 sites différents allant de 1500 salarié-es à moins d'une dizaine ! Ce tour de France du secteur, nous a permis de constater les dégâts provoqués par les lois successives sur les appels sortants. D'un point de vue

militant, nous avons pu discuter avec des milliers de salarié-es afin de mieux appréhender leurs attentes, leurs revendications, mais aussi répondre à leurs interrogations. Nous avons aussi pu discuter en interne de comment mener une telle enquête, de notre travail quotidien et voir là où nous étions en difficulté. Des dizaines de contacts ont été pris et nous avons aussi créé quelques sections qui devraient nous permettre d'effectuer plus facilement la suite de cette campagne.

En effet ce n'est pas fini, puisque fin janvier nous organisons un colloque sur la santé au travail dans la relation client afin de restituer les résultats, mais aussi de nous former sur quelques questions que nous avons rencontré pendant la campagne. A partir des débats de ce colloque et des résultats, nous proposerons une série de revendications afin que le secteur et son absentéisme à plus de 15% de moyenne se porte mieux ! Enfin, nous allons repartir sur le terrain pour diffuser les résultats et surtout proposer des tables rondes afin de discuter des résultats avec les politiques, les donneurs d'ordres et les patrons du secteur. Chacun devra prendre ses responsabilités entre le monde économique et politique, mais nous espérons que notre enquête oblige tout le monde à avancer !

Konecta 56 on gagne par la lutte !

Alors que la direction voulait imposer une baisse des primes et surtout les rendre plus difficiles à obtenir, l'intersyndicale CFDT, CFTC, SUD de CRM56 était en grève le lundi 24 décembre. Avec 60 % de grévistes et deux contrats avec les clients sur trois en cours de négociation, la direction a fait le choix de ne pas laisser pourrir la situation et a tout de suite essayé de négocier une sortie de conflit. Si la première réunion n'a pas permis de faire cesser la grève la seconde aura permis de gagner !



Collectivités territoriales

Toutes et tous solidaires de Djelloul !

- Depuis des années, la section SUD CT d'Hénin-Beaumont résiste pied à pied face à la mairie d'extrême droite. La tentative actuelle de sanctionner Djelloul – qui risque la révocation – vise autant à briser un militant combatif qu'à affaiblir la section avant les élections professionnelles de décembre 2026.
- Le 17 novembre, plus de 200 camarades se sont rassemblés devant la mairie d'Hénin-Beaumont pour soutenir Djelloul et dénoncer les méthodes de la municipalité RN. Cette mobilisation massive n'est sans doute pas étrangère au report du conseil de discipline au 12 janvier. C'est une première bataille gagnée, mais certainement pas la dernière. D'autant que nous savons que le maire en profite pour tenter de charger le dossier de Djelloul.

Amazon

SOLIDAIRES CONTRE LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE

Chez Amazon, la direction tente d'étouffer les syndicats combatifs. À Douai, c'est Tatiana (élue au CSE et au CSEC) qui a été licenciée. À Brétigny, la direction s'en prend aux salarié·es mobilisé·e le 10 septembre.

Là aussi, la solidarité est à l'œuvre. Un rassemblement de soutien à Tatiana s'est tenu devant la DREETS de Lille où Tatiana était reçue pour contester le licenciement. Vendredi 28 septembre, c'est devant l'entrepôt de Brétigny que se tenait un rassemblement sous haute protection policière, des drones étant même déployés ! La mobilisation contre la répression anti-syndicale à Amazon va se poursuivre.

Éducation

AESH : une victoire sans précédent face au ministère !

Depuis 5 ans, SUD éducation accompagne des centaines de collègues accompagnant·es des élèves en situation de handicap et assistant·es d'éducation – personnels parmi les plus précaires du ministère de l'éducation nationale – exerçant en « éducation prioritaire » pour faire valoir leurs droits à une indemnité dont elles étaient exclu·es depuis 2015. Après une première victoire collective suite à une décision du Conseil d'État d'avril 2022 reconnaissant le bénéfice de cette indemnité aux personnels AESH et AED, ce sont désormais 9 collègues qui ont gagné, également devant le Conseil d'Etat, la rétroactivité du versement de cette indemnité.

Le ministère de l'éducation nationale est désormais contraint de verser les sommes dues à l'ensemble des AED et AESH qui ont entre 2015 et 2023 travaillé en éducation prioritaire. Une grande victoire pour l'égalité des droits !

Les AESH dans l'action !

Mardi 18 novembre, nous étions 64 AESH, enseignant·es et parents d'élèves de 20 établissements du bassin de Vienne, soutenu·es par nos syndicats (SNETAA-FO, SNFO-LC, SNUDI-FO, SUD, SNES-FSU, FNEC-FP-FO) afin de porter nos revendications: recrutement d'AESH et d'AED à hauteur des besoins, retrait des PAS, création d'un vrai statut pour les AESH (avec augmentation des salaires et amélioration de la formation). Une délégation a été reçue par la secrétaire général de la sous-préfecture. Chacun· a pu s'exprimer et exprimer les revendications et porter les 127 premières signatures sur la lettre ouverte au ministre. M.COPIN a écouté en assurant qu'il transmettrait au préfet et au ministre. Une réunion est prévue sous 15 jours afin de poursuivre cette mobilisation et de faire du lien avec d'autres collectifs de la région ayant des revendications similaires.





Éducation DES EMBAUCHES OBTENUES PAR LA GRÈVE DANS UN LYCÉE DU 93 !

Sans assistante sociale, sans infirmière, sans proviseur adjoint, avec des postes d'enseignant·es non pourvus ou non remplacés et au moins 107 h d'accompagnement d'élèves en situation de handicap non pourvues les personnels du lycée Liberté de Romainville étaient à bout et dans l'incapacité d'accueillir correctement les élèves de ce lycée polyvalent (technologique et professionnel) du 93. Les personnels (enseignant·es et non enseignant·es) se sont mis en

grève à plus de 90% le 20 novembre. Rassemblé·es dès la veille pour accueillir V.Pécresse, la présidente de Région, en déplacement dans leur ville, ils étaient le 20 au soir devant la DSDEN où une délégation de grévistes et de parents a été reçue. Le rapport de force a permis d'obtenir dès le premier jour de grève l'embauche d'une assistante sociale. La grève était reconduite le lendemain tandis que des actions étaient mises en place pour faire connaître la situation : lycée ouvert

aux partenaires habituels qui ont répondu présents, délégations auprès d'élu·es municipaux et régionaux.. La semaine suivante c'est une infirmière qui était affectée à mi-temps entre le lycée et le collège le plus proche. Fort·es de cette première victoire les personnels sont déterminé·es à maintenir la pression pour obtenir l'ensemble des moyens nécessaires à garantir des conditions de travail dignes pour les personnels comme les élèves.

Fnac : RED FRIDAY!

Derrière la nouvelle stratégie commerciale annoncée par la Fnac en juin dernier, se profile une attaque en règle contre le travail, la santé et les salaires :

- redéfinition des fiches métiers indépendamment de la branche en élargissant l'éventail des tâches des différents niveaux de qualifications (la polyvalence donc),
- redéfinition du salaire de base, qui a toujours été équivalent au salaire minimum de branche jusqu'à présent, en incluant la part variable de la rémunération des employé·e·s dans son calcul. Cette dernière viendra remplacer les augmentations de la branche et dévalorisera d'autant le niveau des salaires.



- introduction d'un « bonus» (30 ou 60€ par an) dans l'accord d'intéressement en cas de réduction du taux d'accidents du travail. Face à cela, un mouvement de grève d'envergure nationale a été organisé, avec la CGT, pour le Black Friday les 28 & 29 novembre dans les fnacs en régions et à Paris.

Les fnacs d'Angers, Chambéry, Grenoble, le Havre, Lille, Lyon (Bellecour et Part-Dieu), Nancy, Nantes et Rennes ont connu un taux de grévistes de 50 % en moyenne sur la journée de samedi. La veille, jour symbolique du black friday, ce sont les magasins parisiens qui étaient en débrayages durant l'après-midi.

Et aussi.. En Guyane un mouvement de grève est en cours à **La Poste**.

Toujours à La Poste, la grève en Guadeloupe a débouché sur la signature d'un accord.

Chez **Aides**, une grève est en cours depuis le 26 novembre.